

Cette fois nous n'avons pas été "surpris"; mais les Boches le seront peut-être...

L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8°)
TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 43-45 & 43-46
APRÈS 21 HEURES : GUT. 76-93

Directeur
GUSTAVE TÉRY



ABONNEMENTS 1 an 6 mois 3 mois
Paris..... 25 fr. 13 fr. 7 fr.
Départ..... 28 fr. 14 fr. 50 7 fr. 50
Etranger.... 30 fr. 15 fr. 10 fr.

A LA TRIBUNE

Le contre-courant

Le sol des vieux continents fut, à maintes époques, traversé par des courants humains. C'est une erreur de croire que ceux-ci furent dirigés en un sens unique : ayant subi ceux qui se portaient vers nous, nous en avons gardé une très fidèle mémoire ; mais les courants et les contre-courants ont suivi des directions variées : du nord au sud, de l'est à l'ouest et réciproquement, les populations se sont déplacées, creusant pour s'établir les vides nécessaires.

Mélange de toutes les races antiques de l'Europe, dont les pères, depuis plusieurs siècles, furent accoutumés à disputer leurs biens aux ravisseurs ou à donner leur vie pour conserver les terres ancestrales à leur lignée, quoique pacifiques, d'emblée ils font de bons soldats. Ils possèdent en effet toutes les vertus guerrières des peuples européens dont ils sont issus, des hommes du Nord, des Anglo-Saxons, des Irlandais, des Français, des Allemands même ! Ils participent par leur origine à toutes les nationalités et en ont conservé des qualités natives. Uniformément vêtus du khaki réglementaire, méthodiquement musclés, scientifiquement entraînés, les libérés émigrants d'autrefois retournent embrigadés vers l'Orient.

Au nom du principe de liberté, pour abattre l'hégémonie menaçante, redoutable pour l'univers tout entier, ils débarquent sur la côte orientale de l'Atlantique. Calmes dans l'action, gardant dès le premier feu le sang-froid qui les caractérise, animés par ce sens du bluff qui les incite à dépasser en valeur leurs adversaires ou leurs voisins, ils font preuve de la plus belle tenue.

Depuis quelques jours, comme le danger est plus pressant, le courant s'accroît. Nous pourrions, grâce aux arrivants, modifier prochainement notre ordre de bataille, peut-être envisager, dans quelques mois, une tactique nouvelle.

Quelle surprise aurait causé, il y a quatre ans, pareil concours ! Mais tout est surprenant dans cette guerre gigantesque. Les événements qui se déroulent ont d'immenses conséquences, et se répètent sur les plus vastes étendues. Il y a désormais, entre nous et les Allemands, quelque chose de plus que les attaques premières et les crimes commis : le traité de Brest-Litovsk et celui de Bucarest, c'est-à-dire la mainmise, au mépris du droit des gens, sur les terres et les peuples d'Orient. — L'Occident s'en inquiète.

Clemenceau, par une énergie vitale supérieure, dirige ces courants nouveaux. Il conserve à la France envahie, dépeuplée, brûlée, martelée, sanglante, une farouche volonté de vaincre. C'est lui qui, ayant mesuré la valeur de leurs armes, a voulu attendre les Américains. Je ne suis pas de ceux qui refusent de voir ses défauts ; mais ils sont la rançon de qualités supérieures.

Jean Hennessy, Député.

UNE NOUVELLE BATAILLE EST ENGAGÉE

HIER, LES ALLEMANDS ONT DÉCLENCHÉ ENTRE MONTDIDIER ET NOYON UNE VIOLENTE OFFENSIVE

Nos vaillantes troupes ont partout enrayer ou ralenti la poussée ennemi

Les Allemands, se réclamant des grands principes, prétendent n'avoir en vue aucun objectif géographique. Ils ne visent pas Paris, disent-ils. Leur but est d'affaiblir l'armée ennemie sans cesse et de l'anéantir enfin.

Sans doute ; mais, comme ils savent bien que l'armée française s'interposera entre eux et Paris, c'est tout de même vers notre capitale qu'ils dirigent leur marche.

J'ai exposé mardi dernier comment, après avoir mis leurs armées face à cet objectif, ils entreprendraient leur nouvelle poussée.

A l'aile droite, disais-je, l'armée von Hutier attaquera entre Montdidier et Noyon, sur la rive droite de l'Oise. Le centre, avec de Boehm, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'Ourcq.

L'aile gauche marchera entre l'Ourcq et la Marne. Le mouvement de l'aile droite s'est déclenché hier matin. Il ne paraît pas que nous ayons été surpris, cette fois. Nos avant-postes seuls ont cédé, comme c'est leur rôle. Il n'y a pas à s'en étonner outre mesure. Au point où le recul a été le plus considérable, sa profondeur n'a pas dépassé trois kilomètres.

On peut espérer que nos contre-attaques rétabliront la situation. Nous pensons que nos réserves sont sur place et tout dépendra évidemment de la proportion des disponibilités qui seront jetées par les deux partis dans la bataille.

On dit que les Boches ont une quarantaine de divisions à y employer. Je leur laisse le soin de compter les nôtres quand celles-ci apparaîtront.

Général Verraux

Un succès des Américains

Communiqué du 9 juin (23 heures). — Pendant la nuit, au nord-ouest de Château-Thierry, l'ennemi a attaqué de nouveau nos positions aux environs de Bouchesches. Précedées par une préparation d'artillerie et un tir intense de mitrailleuses, l'attaque a échoué avec de fortes pertes pour les assaillants.

Dans cette région et en Picardie, vive lutte d'artillerie.

Dans le secteur de la Marne, l'activité de l'artillerie s'est ralentie pendant la journée.

L'aviation dans la bataille

Communiqué britannique du 9 juin. — Le 8 juin, le temps couvert a entravé notre travail. Peu de photographies et d'observations ont été possibles, mais nous avions tout constamment attaqué l'ennemi à la mitrailleuse derrière ses lignes.

Nos escadrilles, en collaboration avec les appareils français, ont bombardé vigoureusement Nesle, Fresnoy-les-Roye. Neuf tonnes de bombes ont été jetées pendant la journée sur la gare de Don et sur le dépôt de Salomé (est de La Bassée).

Au cours des dernières vingt-quatre heures, quatre appareils ennemis ont été abattus, deux autres contraints d'atterrir désemparés. Tous les nôtres sont rentrés.

LE BOMBARDEMENT DE PARIS

Le canon à longue portée a continué, hier, à tirer sur la région parisienne.

Les feuilletons de L'ŒUVRE

Ainsi que nous l'avons annoncé, c'est une œuvre inédite de Mme Annie de Pène qui succédera prochainement aux Tranchées de Pélassanne.

SŒUR VÉRONIQUE

L'auteur a moins voulu nous donner un roman qu'une « histoire ». Mais cette histoire est captivante, sentimentale et tragique. Autour d'une figure centrale, délicate et charmante, Mme Annie de Pène a groupé avec une aimable fantaisie quantité d'épisodes plaisants ou dramatiques.

On retrouvera dans cet émouvant drame d'amour toute la fine sensibilité de l'auteur des Confidences de femmes.

Communiqués français du 9 juin (14 heures).

Les Allemands ont déclenché à minuit une violente préparation d'artillerie depuis la région au nord de MONTDIDIER jusqu'à l'est de l'OISE. Nos batteries ont intensifié immédiatement leur tir de contre-préparation. A 4 heures 30, l'infanterie ennemie s'est portée à l'attaque de nos positions entre MONTDIDIER et NOYON. Nos troupes résistent avec une magnifique vaillance dans la zone de couverture. La bataille est en cours.

Entre l'OISE et l'AINES, nous avons exécuté ce matin une opération de détail à l'est de HAUTEBRAYE et gagné du terrain en faisant une soixantaine de prisonniers.

Au sud de l'OURCQ, nous avons amélioré nos positions à l'est de CHEZY. L'ennemi, qui avait réussi hier, à 22 heures, à pénétrer dans nos lignes vers VINLY, en a été rejeté aussitôt par notre contre-attaque. Vers la même heure, nous avons relevé le bois d'ÉLOUP et, ce matin, le bois immédiatement au sud de BUSSIERES. Ces opérations nous ont donné 200 prisonniers, dont 5 officiers.

A l'ouest de REIMS, après un vif bombardement, l'ennemi a attaqué dans la région de VRIGNY et a subi des pertes sérieuses sans obtenir de résultat. Sur le reste du front, rien à signaler.

(23 heures). — La nouvelle offensive commencée ce matin par l'armée allemande s'est développée avec une violence soutenue sur un front de trente-cinq kilomètres entre MONTDIDIER et l'OISE.

L'ennemi, en forces importantes, a multiplié ses efforts pour enfoncer nos lignes.

Nos troupes ont partout soutenu le choc et livré sur toute la ligne de bataille, des combats opiniâtres qui ont enrayer ou ralenti sérieusement la poussée de l'ennemi.

A gauche, les Allemands n'ont pas réussi à franchir notre zone de couverture et sont fortement accrochés par nos troupes sur la ligne RUBESCOURT-LE FRETOY-MORTEMER, qu'ils ont atteinte.

Au centre, la progression de l'ennemi a été plus sensible. Après des attaques successives, meurtrières pour leurs troupes, les Allemands ont réussi à prendre pied dans les villages de RESSONS-SUR-MATZ et de MAREUIL, où nos unités de première ligne continuent leur défense pied à pied.

A notre droite, l'ennemi a rencontré une résistance non moins énergique ; en dépit de ses efforts répétés, nous l'avons maintenu sur le front BELVAL-CANNECTANCOURT-VILLE.

IL EST INTERDIT D'EXPÉDIER à l'étranger des journaux avec annonces

Le gouverneur militaire de Paris, par l'intermédiaire du préfet de police, a fait connaître hier aux journaux qu'il leur était désormais interdit d'expédier à l'étranger des exemplaires contenant des annonces. La même mesure s'étend également aux périodiques. C'est-à-dire que les annonces devront être rendues illisibles sur les exemplaires qui passeront les frontières. Nous avons ici même dénoncé assez souvent — dès octobre 1915 — le danger des petites annonces à la quatrième page des journaux pour que nous n'éprouvions pas quelque satisfaction d'une décision, bien tardive sans doute, et qui s'imposait depuis longtemps.

L'an dernier — le 23 octobre — le général Verraux montrait ce qu'il y avait d'étrange dans la petite correspondance parue dans certains journaux du matin, et qui s'adressait uniquement à des personnes des pays envahis. « Du moment que certaines correspondances paraissent suspectes et que la perspicacité des commissaires est impuissante à les discerner, ne semble-t-il pas préférable de les interdire toutes ? » demandait-il.

Le 28 octobre, notre directeur revenait sur ce sujet. Il citait cette phrase d'une lettre du Matin au ministre de la guerre : « Le service de la Sûreté nous avait déjà signalé à plusieurs reprises et la dernière fois encore, il y a cinq mois, que certaines petites annonces paraissaient prêter à l'espionnage », et il ajoutait que, même dans le dessin philanthropique d'aider des gens séparés par la guerre à se retrouver, publier les petites correspondances représentait un grave péril.

En Italie, les exemplaires des journaux expédiés à l'étranger ont, depuis plus de six mois déjà, un aspect spécial. Toutes les annonces, même celles des décès, sont caviardées, ou plus exactement les colonnes réservées aux annonces, sont coupées en quatre par des échoppages qui forment

deux bandes blanches sur le texte rendu illisible. Seuls, les communiqués des compagnies financières, ou les grands clichés des magasins où l'on ne peut glisser aucune phrase sont intacts.

Nous n'aurons donc qu'à imiter nos grands confrères transalpins, qui nous ont justement donné l'exemple de la prudence, après la grande offensive austro-allemande de novembre dernier. Ils s'étaient aperçus de ce que pouvaient trouver dans les « avis » les plus anodins ceux qui, chez les neutres ou même chez les Alliés, s'efforcent de renseigner l'ennemi. Nous avons attendu près de quatre ans pour comprendre, nous aussi, qu'il est quelquefois très tard pour bien faire, mais il n'est jamais trop tard pour s'apercevoir qu'on a fait des sottises.

Nous avons maintes fois, ici, insisté sur la nécessité qu'il y a, dans ces temps de bombardements quotidiens, à assurer aux enfants de nos lycées et de nos écoles la protection la plus efficace contre les obus. Nous savons qu'on a pris des précautions, qu'on a évacué les classes situées aux étages supérieurs et qu'on a mis des sacs de sèze là où les éclats des projectiles pouvaient atteindre les enfants.

Et il y a mieux à faire encore. Un exemple récent nous le prouve. Un obus est tombé, à une date que nous ne voulons pas préciser, tout près d'une école. Des éclats de pierre ont blessé un enfant, et ce fut parmi tous les petits élèves un affolement bien compréhensible qui aurait pu avoir de graves conséquences.

La responsabilité des directeurs des établissements scolaires est assez lourde pour qu'on leur donne des instructions précises et pour qu'on évite soit de laisser jouer les enfants en groupe dans les cours les jours où le canon se fait entendre, soit de les garder dans des écoles qui sont dans une zone dangereuse.

C'est à ces conditions que les parents enverront en classe leurs enfants : quand ils seront certains que l'on a tout fait pour la sécurité des écoliers.

IL EST INTERDIT D'EXPÉDIER à l'étranger des journaux avec annonces

Le gouverneur militaire de Paris, par l'intermédiaire du préfet de police, a fait connaître hier aux journaux qu'il leur était désormais interdit d'expédier à l'étranger des exemplaires contenant des annonces. La même mesure s'étend également aux périodiques. C'est-à-dire que les annonces devront être rendues illisibles sur les exemplaires qui passeront les frontières. Nous avons ici même dénoncé assez souvent — dès octobre 1915 — le danger des petites annonces à la quatrième page des journaux pour que nous n'éprouvions pas quelque satisfaction d'une décision, bien tardive sans doute, et qui s'imposait depuis longtemps.

L'an dernier — le 23 octobre — le général Verraux montrait ce qu'il y avait d'étrange dans la petite correspondance parue dans certains journaux du matin, et qui s'adressait uniquement à des personnes des pays envahis. « Du moment que certaines correspondances paraissent suspectes et que la perspicacité des commissaires est impuissante à les discerner, ne semble-t-il pas préférable de les interdire toutes ? » demandait-il.

Le 28 octobre, notre directeur revenait sur ce sujet. Il citait cette phrase d'une lettre du Matin au ministre de la guerre : « Le service de la Sûreté nous avait déjà signalé à plusieurs reprises et la dernière fois encore, il y a cinq mois, que certaines petites annonces paraissaient prêter à l'espionnage », et il ajoutait que, même dans le dessin philanthropique d'aider des gens séparés par la guerre à se retrouver, publier les petites correspondances représentait un grave péril.

En Italie, les exemplaires des journaux expédiés à l'étranger ont, depuis plus de six mois déjà, un aspect spécial. Toutes les annonces, même celles des décès, sont caviardées, ou plus exactement les colonnes réservées aux annonces, sont coupées en quatre par des échoppages qui forment

deux bandes blanches sur le texte rendu illisible. Seuls, les communiqués des compagnies financières, ou les grands clichés des magasins où l'on ne peut glisser aucune phrase sont intacts.

Nous n'aurons donc qu'à imiter nos grands confrères transalpins, qui nous ont justement donné l'exemple de la prudence, après la grande offensive austro-allemande de novembre dernier. Ils s'étaient aperçus de ce que pouvaient trouver dans les « avis » les plus anodins ceux qui, chez les neutres ou même chez les Alliés, s'efforcent de renseigner l'ennemi. Nous avons attendu près de quatre ans pour comprendre, nous aussi, qu'il est quelquefois très tard pour bien faire, mais il n'est jamais trop tard pour s'apercevoir qu'on a fait des sottises.

Nous avons maintes fois, ici, insisté sur la nécessité qu'il y a, dans ces temps de bombardements quotidiens, à assurer aux enfants de nos lycées et de nos écoles la protection la plus efficace contre les obus. Nous savons qu'on a pris des précautions, qu'on a évacué les classes situées aux étages supérieurs et qu'on a mis des sacs de sèze là où les éclats des projectiles pouvaient atteindre les enfants.

Et il y a mieux à faire encore. Un exemple récent nous le prouve. Un obus est tombé, à une date que nous ne voulons pas préciser, tout près d'une école. Des éclats de pierre ont blessé un enfant, et ce fut parmi tous les petits élèves un affolement bien compréhensible qui aurait pu avoir de graves conséquences.

La responsabilité des directeurs des établissements scolaires est assez lourde pour qu'on leur donne des instructions précises et pour qu'on évite soit de laisser jouer les enfants en groupe dans les cours les jours où le canon se fait entendre, soit de les garder dans des écoles qui sont dans une zone dangereuse.

C'est à ces conditions que les parents enverront en classe leurs enfants : quand ils seront certains que l'on a tout fait pour la sécurité des écoliers.

La bonne polémique

Nous disions l'autre jour que la France n'a pas plus peur des harangues de Guillaume que de ses gaz asphyxiants, et, avec Marcel Sembat, nous demandions à la censure de vouloir bien nous autoriser à lire le discours prononcé à notre intention, paraît-il, dans la forêt de Pinon par l'empereur d'Allemagne. Nous avons obtenu hier un petit commencement de satisfaction. Le Temps publie une dépêche du docteur Karl Rosner qui cite une phrase du kaiser, celle-ci : « Lorsque je vois les horreurs de la guerre qui a détruit le foyer de milliers d'hommes et a transformé en déserts atroces des contrées florissantes de la France, je songe toujours à ce que la France aurait pu s'épargner de souffrances et de misères si elle n'avait pas repoussé d'une manière aussi insolente mon offre de paix du 12 décembre 1916. » C'est dommage que l'on ne connaisse pas le reste du morceau, mais cette phrase seule découvre bien la véritable manœuvre de l'ennemi. Car le « piège » n'est pas du tout celui qu'on nous montre d'ordinaire. En réalité, malgré les apparences, ce n'est pas à nous que ce discours s'adresse, mais aux sujets mêmes de Guillaume qui commencent à témoigner leur lassitude de la guerre. Il s'agit de leur faire accroire que, si la paix n'est pas possible, c'est parce que les Français ne veulent pas en entendre parler et ne rêvent que l'extermination du peuple allemand.

Nous aurions donc le plus grand intérêt à répondre, clairement et bruyamment, que c'est une nouvelle imposture. Guillaume ne nous a fait en décembre 1916 aucune proposition de paix précise. Bien au contraire, mis en demeure le 23 décembre par le président Wilson d'indiquer ses « bits de guerre », Guillaume a refusé le 28 d'engager la conversation, et ce sont les Alliés qui, le 13 janvier 1917, ont donné la mesure de leur bonne foi en répondant au président Wilson par un exposé du programme de l'Entente. Si l'Allemagne en avait fait autant à cette époque, le président Wilson aurait certainement essayé d'arbitrer le conflit, comme il l'avait proposé, et l'Amérique n'aurait pas eu besoin d'intervenir les armes à la main.

Voilà des faits qui sont de l'histoire, et que personne, pas même un Allemand, ne peut contester. Pourquoi ne pas les rappeler ? Pourquoi laisser le kaiser travestir ainsi la vérité ? Pourquoi M. Clemenceau, qui a si gaillardement polémique avec l'empereur Charles, n'éprouve-t-il pas le besoin de dire son fait avec le même brio à l'empereur Guillaume ?

La réplique cette fois ne serait pas moins intéressante pour les amateurs ; et peut-être serait-elle plus utile pour le pays.

Gustavo Téry

DES LOGEMENTS pour ces malheureux

On sait qu'une proposition de loi déposée par M. Basy tend à accorder au gouvernement le droit de réquisitionner les logements vides à l'usage des réfugiés. Les événements derniers ont malheureusement fourni un nouveau et sérieux argument à la thèse de l'honorable député. Il y a une anomalie criante, dans le fait que plus de 250.000 malheureux réfugiés sont réduits à occuper à Paris des taudis sordides — qu'on leur fait d'ailleurs payer trop cher — alors que des milliers d'appartements demeurent sans utilisation.

On croit pouvoir objecter que s'il y a des appartements abandonnés c'est en raison de l'insécurité résultant des bombardements. C'est assurément pas exact, puisque l'inutilisation des locaux dont on parle remonte à plus de deux ans. Mais quand cela serait ? Il n'en reste pas moins qu'il faut tenir compte des conditions présentes qui sont faites aux réfugiés. La guerre est un malheur collectif que peuvent et doivent atténuer des mesures collectives de solidarité. Et ici « collectives » n'est nullement synonyme de « collectivistes », comme on paraît le redouter. Il n'est pas plus monstrueux de réquisitionner momentanément un appartement que de réquisitionner un hangar, un moulin, une automobile.

Aux pauvres réfugiés, nos frères français qui ont tout perdu, nous devons secours et assistance. Nous leur devons un abri. Et il est tout naturel que, leur cherchant des logements, on songe à ceux qui sont là inutilisés — et qui seraient si utiles.

Sauvons la Sibirie !

L'offensive allemande s'étend de proche en proche sur la Russie ; elle semble s'inspirer, sur le terrain économique et politique, des mêmes principes que sur le champ de bataille : porter rapidement, aussi avant que possible, des éléments légers extrêmement mordants et opérer ensuite en sous-œuvre, par des efforts plus approfondis et plus lents. Elle vise dès maintenant la Sibirie ; nous serions surpris si, par certains points, elle ne l'avait pas atteinte ; mais elle s'y trouve encore précaire, tout à fait « en l'air ». Elle ne sera redoutable que si les Alliés lui laissent du temps.

Les Sibériens, nous l'avons dit souvent, sont des pionniers doués d'un sens pratique très supérieur à celui de beaucoup de Grands-Russes ; le nombre des illettrés est moindre parmi eux, tandis que tels de leurs hommes d'affaires (élevage, culture mécanique, mines, etc.) ne le cèdent en rien aux meilleurs techniciens d'autres pays. Le Transsibérien a été le fil conducteur de la colonisation, depuis la fin du dix-neuvième siècle ; il y eut des années où près d'un million d'émigrants russes, venant d'Europe, franchissaient, pour s'établir en Sibirie, la frontière de l'Oural. Entre ces montagnes et la région du lac Baikal sont actuellement concentrés les éléments essentiels de la fortune sibérienne : la Transbaïkalie, qui a certainement aussi des richesses, minières et forestières, est relativement peu connue, à peine peuplée encore.

Aujourd'hui, après quatre ans de guerre, les Sibériens ont besoin surtout d'instruments de travail et de quelques produits fabriqués. L'Allemagne, qui voudrait les annexer, leur a bien envoyé des voyageurs, avec des catalogues pleins de promesses, voire du papier-monnaie ; ils ne veulent pas de ces simulacres. Le cas ressemble à celui de l'Ukraine : la vivent aussi des paysans propriétaires, l'occupant germanique commença à y goûter d'amères déceptions. Les objets usuels, que les Centraux n'ont pas en suffisance, leurs ennemis en possèdent des réserves, au Japon et aux Etats-Unis surtout ; cette indication suffit pour marquer une des formes nécessaires de l'action de l'Entente en Sibirie. Et nous nous bornerons à rappeler par ailleurs que, outre le Transsibérien venant de Vladivostok, un autre chemin de fer, arrivant d'Arkhangel par Vologda et Viatka, un grand fleuve navigable l'été, l'Ob, mettent les Alliés en contact avec le cœur de la Sibirie.

EN CAS D'ALERTE

LES MESURES DE PROTECTION dans les gares

De nombreux lecteurs nous ayant demandé si les précautions prises dans les gares en cas de raids ennemis permettaient aux compagnies d'assurer la sécurité du public aussi rapidement qu'ailleurs, nous avons consulté la direction d'un des grands réseaux français, qui nous a fourni les renseignements les plus rassurants.

Lorsque des avions ennemis sont signalés, le départ des trains est différé jusqu'à la fin de l'alerte. Seuls quittent la gare les trains dont l'heure de départ est proche et qui se trouvent chargés à ce moment d'un trop grand nombre de voyageurs. Ceux-ci sont néanmoins avertis aussitôt et peuvent, s'ils le désirent, se mettre à l'abri dans les sous-sols de la gare.

Les trains qui se trouvent en marche au moment de l'alerte s'arrêtent à la première station. Les voyageurs, prévenus, peuvent s'y mettre à l'abri en continuant le trajet, si le train se trouve à ce moment dans le périmètre de la Grande-Cinture. Si le train est déjà sorti du réseau de Grande-Cinture, il s'arrête à la première station et n'en repart qu'à la fin de l'alerte.

Les mesures prises pour les trains qui marchent sur Paris sont exactement les mêmes.

D'autre part, pendant toute la durée de l'alerte, la surveillance des voies s'effectue de la façon suivante : les employés qui se trouvent dans les postes de signaux ou d'aiguillage, ou dans les gares, doivent, si une explosion se produit à proximité de leur poste, faire arrêter les trains qui vont dans la direction où l'explosion s'est produite et prévenir le conducteur. Le train s'avance alors à petite allure jusqu'au poste voisin, où il reçoit de nouvelles instructions. La distance qui sépare les postes étant au maximum de deux kilomètres, la sécurité des voyageurs est ainsi facilement assurée.

LES SPORTS

Rugby contre Association

Le football ne connaît plus de saison. Hier, rue Olivier-de-Serres, le match de ballon rond Rugby contre Association, donné en faveur de la reconstitution des clubs en région envahie, a réuni, malgré la chaleur, un très nombreux public. L'excellente musique du 230^e prêtait son concours à cette réunion.

Match impatiemment attendu entre les champions du ballon ovale, aristocratiquement maillottés et culottés de blanc (Rugby habillé mieux...) et ceux du ballon rond, le torse durement barré de rouge et de noir. Entrée sensationnelle de Géo André, l'évadé, et de Boyau, l'aviateur, dont la lunette n'est plus qu'une palmerie glorieuse.

Partie fort curieuse, les poids lourds du rugby embarrassés par leur masse et leur carrure même, sans cesse tenés par les réflexes de leurs bras et de leurs mains et shootant trop haut, tandis que les Bard, les Ducrocq, plus minces, insinuaient au milieu d'eux leurs jambes plus agiles et leurs bottes plus adroites.

Au total, victoire logique, par 6 à 0, des habitués du ballon rond. Et ce qui ne gêne rien, jolie recette pour l'Œuvre des pays envahis.

Et pourquoi, maintenant, ne pas nous donner la revanche avec un ballon ovale ? — G. R.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

MORS-D'ŒUVRE

"Deus nobis hæc otia fecit"

Nous allons à la campagne.

La commission d'administration générale de la Chambre vient d'exposer, par la voix de M. Queuille, un projet imposant le recensement aux hommes de quinze à cinquante-cinq ans non mobilisés, en vue de la constitution d'un corps auxiliaire agricole par la réquisition des oisifs volontaires ou involontaires.

On enverra aux champs tous ceux « qui n'exercent pas une profession utile à la résistance économique du pays ».

C'est-à-dire : les gens qui passent leur temps à vider des verres aux terrasses du boulevard et les garçons de café qui passent leur temps à les remplir ; les doux maniaques qui circulent à l'intérieur des tramways et empruntent les tickets de messieurs les voyageurs pour en déchirer un petit bout ; les amateurs au cachet rouge et au teint bruni qui font semblant de balayer les rues de Paris ; les chasseurs d'hémiptères assis sur les poubelles ; les conservateurs d'hypothèses stratégiques ; les musiciens ambulants des nuits de gothas ; les charbonniers qui n'ont pas de charbon à vendre et les spéculateurs dont la fonction sociale consiste à faire monter le prix du veau et du macaroni.

Ah ! et puis il y a aussi les avocats qui errent dans les couloirs du Palais de Justice avec une serviette bourrée de Bottins de Paris et d'Annuaire du Téléphone, pour faire croire qu'ils sont surchargés de travail... Récupérons tous ces bras inutiles et tous ces Pas-Perdus.

Et puis, il y a encore les journalistes... Beaucoup de critiques militaires ont besoin de se mettre au vert ; les articles des humoristes ne sont pas indispensables à la résistance économique ; et les chroniqueurs agricoles eux-mêmes apprendront avec profit que les mulets sont assez médicieux comme reproducteurs.

J'ai cependant une inquiétude... Nous autres, oisifs, nous sommes déclarés « aptes » aux travaux agricoles. Mais sommes-nous « idoines » ?

Car, en vérité, c'est une rude tâche que de faire pousser le blé et les pommes de terre. Il y faut des spécialistes. Et je viens de lire qu'un professeur de Berlin, parti pour les champs avec une équipe scolaire dans les meilleures intentions, récolta seulement une condamnation de six mois de prison pour « sabotage agricole », car il n'avait rien pu faire pousser.

Essayez seulement de traire une vache. Vous n'y arriverez pas... Cependant, vous verrez la petite vachère de huit ans y parvenir sans effort.

Essayez maintenant de mener un troupeau de moutons dans un endroit où ne veut pas aller ; vous userez votre patience à cette tâche ; le chien, ironique, vous refusera toute collaboration jusqu'au moment où, dociles, le chien et le troupeau obéiront au plus léger signe du petit berger.

Ce que voyant, les oisifs concevront beaucoup d'estime, beaucoup d'admiration pour la petite vachère et le petit berger.

Et, en vérité, les oisifs n'auront jamais perdu leur temps d'une façon plus utile.

G. DE LA FOUCHARDIÈRE.

Pourquoi pas ?

L'Horloger de l'Heure raille aimablement l'Œuvre de se faire l'écho des revendications des concierges : « L'Œuvre demande-t-il, voudrait-elle donc prendre la clientèle du Petit Parisien ? »

L'Œuvre ne veut prendre la clientèle de personne, mais elle estime qu'il n'est pas de négligeable. Elle entend demeurer aussi littéraire qu'elle a été jusqu'à ce jour, sans pour cela devoir renoncer à aucune classe de lecteurs.

Aussi bien, en présentant les revendications des concierges, n'a-t-elle eu d'autre but que de donner son appui à une juste cause. On peut plaisanter le « prolétariat du cordon » : il n'en reste pas moins que ses doléances méritent d'être entendues et le mot ne change rien à l'affaire.

Littérature

Pour remonter le moral de nos soldats blessés, M. Pierre Hugues, gros fabricant de biscuits des environs de Nice, a fait éditer, à plusieurs milliers d'exemplaires, une chanson patriotique et reconfortante intitulée : *Le Poilu et la Poileuse*.

A titre de publicité, il annonce dans les journaux régionaux qu'il a fait distribuer cette œuvre lyrique dans toutes les formations sanitaires, les foyers du soldat et les bataillons de boys-scouts se rattachant au XV^e corps.

Nous participerons à cette saine propagande en publiant quelques couplets de *Le Poilu et la Poileuse* :

I
Le Poilu de notre France
C'est le modèle de l'élegance,
Il est rempli de vaillance,
Mais il lui manque : Turbulutu

IV
Sous un ciel d'un rouge frais
Et la moustache à la française
Il chante, la « Marseillaise »,
Bravant les bombes et les obus.

Refrain :
Si le poilu
Lulu, lulu,
Était pourvu,
Turlututu,
D'une riieuse,
Jolie Poileuse,
On entendrait
Dans les tranchées
Toujours chanter
Que notre armée
Est la plus belle du monde entier,
Ohé !

Faut-il en rire ? Faut-il en pleurer ? En tout cas, M. Pierre Hugues ferait mieux de distribuer ses biscuits dans les formations sanitaires du XV^e corps.

"JOUR"

C'est le titre du nouveau grand roman de Paul Marguerite, de l'Académie Goncourt (publié par Flammarion, en 2 volumes à 4 fr. 75 chacun). Le titre seul de ce roman admirable est une promesse : cette promesse, il faut le dire, est largement tenue par l'ampleur du roman, son audace et sa vigueur.

L'action de *Jour* se déroule sur la Côte d'Azur. Le Carnaval, l'empire des mâtines et l'espionnage allemand, les maisons de jeu, les restaurants de nuit, servent de prétexte aux épisodes les plus savoureux.

On réclame

La Gazette de Cologne publie une poésie militaire, économique, sociale et alimentaire, dont vous goûterez certainement la traduction :

Il nous manque les oignons, il nous manque les chaussures, il nous manque la toilette, les jarretelles, la pommade, le chocolat, l'huile pour la salade.

Il nous manque le savon onctueux, la bonne bière, le pétrole, les harengs, la laine, le porc frais.

Mais il nous manque la guerre dans no-

tre pays, l'incendie, le vol, le meurtre et l'opprobre de l'invasion gauloise. Il nous manque la terreur des bombes et la course folle vers les refuges.

Il nous manque les cosaques, le poing anglais sur la nuque, les sbires de Wilson avec leurs « boudins » de caoutchouc.

Il nous manque, malgré nos tribulations, toute raison de nous plaindre ; il nous manque la grande misère ; il nous manque la compréhension, l'intellect, l'enceinte de la réalité.

Il y a des gens qui ne sont jamais contents.

Un discours de M. Deschanel à Chartres

M. Deschanel a présidé hier, à Chartres, une distribution de médailles aux femmes et aux enfants qui se sont, depuis le début de la guerre, distingués dans les travaux agricoles. Il a, à cette occasion, prononcé un discours dont nous extrayons les passages suivants :

La femme française, en donnant les siens, s'est donnée elle-même, sous toutes les formes. Au silence, à l'usine, à l'hôpital, à l'ambulance, à l'école, aux œuvres de guerre, elle a poussé jusqu'aux extrêmes limites l'esprit d'abnégation et de sacrifice. Partout où elle a pu remplacer l'homme absent, même dans les services publics, elle l'a fait, merveilleuse de souplesse et d'endurance ; et, en s'imposant des devoirs nouveaux, elle s'est créés des droits, que rien désormais ne pourra prescrire.

En faisant allusion à la crise de la natalité en France, M. Deschanel a ajouté :

Nous perdons d'innombrables existences que quelques soins suffiraient à préserver. Si nous prenions autant de précautions, par exemple, contre la gastro-entérite que contre la fièvre typhoïde, nous sauverions plus de 150.000 enfants par an. Or, qui mieux que vous, mesdames, alors que tant de vies précieuses auront été fauchées, pourra nous aider dans cette œuvre de protection de la mère et de l'enfant ? Qui mieux que vous pourra lutter avec nous contre ces grands ennemis de l'intérieur, l'alcoolisme, la tuberculose, le taudis ? Les femmes viennent de montrer, pendant cette crise, les éminents services qu'elles peuvent rendre dans l'ordre de l'assistance, de l'hygiène, de la bienfaisance, elles contribueront à développer dans la France entière ce qui a été commencé sur certains points du territoire...

Gazette alimentaire

Le sucre des prisonniers

Un lecteur du Calvados nous demande s'il existe une raison valable à la suppression, dans la nouvelle carte d'alimentation, de la ration de sucre antérieurement allouée aux prisonniers de guerre.

A nos yeux, il n'en peut exister aucune.

Car si nous sommes restreints pour le sucre, nous n'avons qu'à nous restreindre un peu plus... en faveur de nos soldats prisonniers qui le méritent bien. Ils ont droit au partage comme les Français de France.

Et puis, il y a la saccharine, qu'il n'y aurait qu'à fabriquer en quantité suffisante ; mais ceci, c'est une autre question.

Des fruits qui vont être perdus

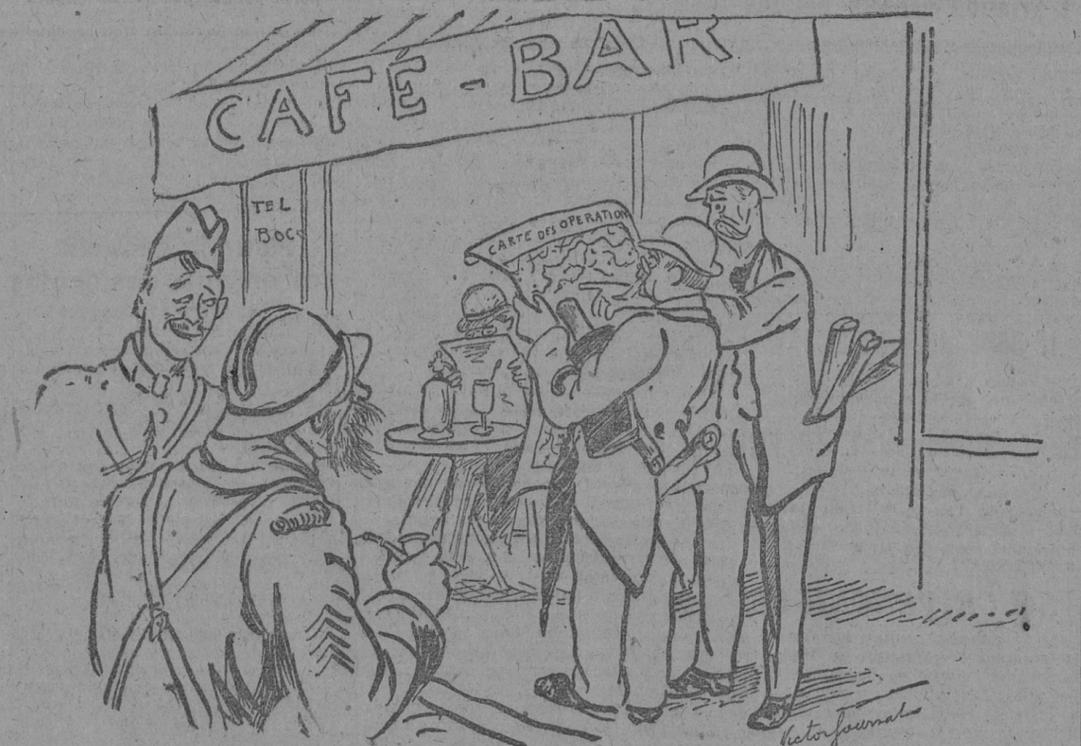
Une société d'alimentation espagnole a fait savoir à son gouvernement qu'elle va perdre 8.000 tonnes d'abricots, 2.000 tonnes de pêches et près de 15.000 tonnes de tomates, faute de caisses de fer-blanc anglaises pour les conserver. Ses démarches sont restées vaines jusqu'aujourd'hui, et c'est la ruine de l'industrie des conserves dans la région intéressée. Mais c'est surtout une perte importante de matière alimentaire pour la France, à laquelle ces fruits étaient destinés.

Un sot conflit d'interprétations réglementaires et une spéculation que rien n'arrêtera suffiront à déterminer cette ruine.

Si notre Ravitaillement voulait bien...

Crainquebille

CARTOMANCIE



— C'est des stratéguesses...
— Ça te lit dans les cartes comme dans le marc de café !

Le plus grave péril

SAUVONS L'ENFANCE

Les Œuvres de villégiatures enfantines, qui rendent tant de services dans la lutte contre l'anémie et la tuberculose des enfants des grandes villes, courent en ce moment un grave danger.

La Ville de Paris a très libéralement accordé 30 francs par mois et par enfant à celles de ces Œuvres qui ont été agréées par la commission spéciale créée à l'Hôtel de Ville dans le but de protéger notre petite population.

Celles des mères qui sont allocataires devaient, en outre, verser tout ou partie de leur allocation.

Mais, sans tenir compte des autres familles non allocataires, des frais de vestiaire, etc., etc., des journalistes mal informés ont fait des comptes rendus erronés des décisions de la Ville et laissé croire que les familles rurales toucheraient 60 francs pour héberger chaque enfant pendant un mois. Les journaux régionaux ont reproduit ces notes.

Qu'en est-il résulté, et qui paiera cette erreur ? Les Œuvres qui plaçaient dans les meilleures conditions, à 35 et 40 francs, ont été sollicitées d'augmenter leurs prix. Quelques-unes l'ont fait imprudemment, et naturellement les autres ont vu soudain leurs centres déjà organisés leur échapper, ou elles ont été obligées de majorer leurs prix. L'Assistance publique a été amenée aussi à augmenter les siens. Un vrai vertige de surenchère a atteint certains groupements qui ont offert jusqu'à 60 francs.

Ceci ne serait pas grave, si ce n'était que l'enfant des grandes villes sera la première victime de ses défenseurs généreux. On ne pourra point, on ne peut jamais revenir sur des précédents ainsi créés. Or il ne faut pas oublier que, dans les années à venir, la Ville de Paris ne donnera plus sa subvention de caractère exceptionnel, les mères ne recevront plus les allocations militaires. Le transport en chemin de fer sera de nouveau à la charge des Œuvres, augmenté de 25 % sur toutes les lignes. Qu'arrivera-t-il ? Ayant des frais si augmentés et des ressources si diminuées, les Œuvres seront tentées de réduire le nombre des enfants des villes qu'elles envoient se reposer aux champs. Elles y seront tentées, juste au moment où il sera plus nécessaire que jamais de travailler à la régénération de notre race.

C'est donc le petit citadin qui sera victime de ceux qui le voudraient sauver.

Peut-on espérer, du moins, qu'il en sera mieux soigné cette année ? En aucune manière. Des quotas très précises il résulte que l'hébergement d'un enfant dans de bonnes conditions coûte actuellement 80 francs par mois environ, dans une famille rurale. A 40 francs, il laisse un bénéfice jugé suffisant par les intéressés eux-mêmes, quoiqu'ils ne demandent pas mieux, naturellement, que de l'augmenter si on leur offre davantage ; mais on faisait, au contraire, appel à leur esprit de solidarité et on a trouvé, fin mars et tout avril, de nombreux centres de placements familiaux à 40 fr. La meilleure preuve que ce prix est convenable, c'est que les familles paysannes spécialement triées sur leurs habitudes d'hygiène l'acceptent, et c'est que les enfants déjà partis ont augmenté en poids et en santé.

Il est donc extrêmement regrettable, parce que dangereux pour l'avenir, qu'une surenchère imprudente ait fait augmenter ces prix.

Le paysan ne changera rien à son mode de vie ni à ses habitudes alimentaires pour 10 ou 15 francs de plus. Et, dans une intention très généreuse, on aura seulement compromis les villégiatures enfantines de l'avenir.

Pour éviter et limiter ce danger, une réunion des Œuvres agréées par la Ville s'est tenue samedi dernier à la mairie du huitième arrondissement. Les principales de ces Œuvres se sont mises d'accord sur la fixation d'un prix maximum à 45 francs. Et elles se sont engagées à ne pas le dépasser sans une nouvelle entente.

Il faut souhaiter que cet accord, vivement encouragé par la Commission de l'Hôtel de Ville, soit ratifié par toutes les organisations, agréées ou non, qui font du placement familial, car il arrêterait pour un temps cette imprudente surenchère dont, nous le réitérons, l'enfant qui veut sauver serait finalement la victime. — C. R.

A QUOI SERT LA TAXE sur la viande ?

Nous annonçons, hier, que la taxation de la viande en gros n'avait pas encore produit les effets escomptés par le ministre du ravitaillement et que beaucoup de détaillants, n'appliquant pas la taxe sur la viande de bœuf au détail, avaient, seuls, profité de la mesure de M. Boret, sans vouloir en faire bénéficier leur clientèle.

Cependant, d'autres bouchers au détail avaient cru devoir diminuer légèrement leurs prix pour les morceaux de première qualité, en accentuant la baisse pour le pot-au-feu et certains morceaux secondaires.

La ménagère aura donc profité — tant soit peu — hier, de la taxation de la viande de bœuf. En a-t-il été de même pour tous ceux que leurs occupations obligent à manger au restaurant ? C'est ce que nous nous sommes efforcés de connaître, au cours d'une rapide enquête chez plusieurs restaurateurs.

Dans un bouillon-restaurant, où nous avons commandé un bifteck, nous n'avons constaté aucune différence de prix.

C'était toujours le même petit morceau de bœuf... et sur le menu le prix était resté le même : vingt-cinq sous !

Et comme nous nous étonnions de ne pas avoir un bifteck à meilleur compte, on nous répondit :

— La différence est trop petite pour que nous nous en ressentions... Et puis, qui nous dit que ça ne coûtera pas plus cher demain ? On ne peut pas, à la légère, diminuer le client, sans avoir la certitude d'une continuité de la baisse des prix.

Dans des restaurants plus populaires, où le bœuf gros sel voisine avec le bœuf bourguignon, nous n'avons pu constater la moindre diminution. Alors à quoi sert la taxe ?

CE QU'ON VOIT D'UNE OFFENSIVE EN AVANT !

Il n'y a plus à réfléchir : tout le monde dehors, et allons-y ! Je n'ai pas même le temps de me demander pourquoi ils ne nous tirent pas dessus ; ma section part en courant, battonnelle haute, et au même instant des bras se lèvent au-dessus de la tranchée, puis des têtes rondes au calot à bordure rouge. Nous sautons dedans et déjà, de peur de la grenade incendiaire, les « kamérads » se pressent en grappes à l'entrée des abris et se bousculeraient presque pour se rendre, il faut des coups de pied au bon endroit pour en faire redescendre quelques-uns qui étaient montés sur le parapet : dans leur affolement ils s'imaginent qu'on ne les met à l'abri que pour les égorgier plus à l'aise. L'un d'eux, lamentable, se pend à ma capote : « Pardon, Monsieur ; pas nous, Réserve... » On n'a même plus la sensation du combat et de la difficulté vaincue. Un de mes hommes, qui a lâché un coup de fusil dans un groupe un peu moins prompt, se fait engueuler par ses camarades, car il leur semble plutôt avoir à faire à un troupeau inconscient qu'à des ennemis, pourant redoutables tout à l'heure encore. Et je pense justement à la physiologie réelle du combat est bien davantage dans cette succession rapide d'émotions contradictoires que dans les transitions les plus psychologiquement ménagées...

Comme les rôles ont été distribués à l'avance, il n'y a pas de désordre, pas l'ombre de « pagaille » ; ces deux-ci vont conduire les prisonniers à l'arrière, celui-là prendra l'une des Maxim sur son épau. Je me suis rappelé en effet ce qui est arrivé l'année dernière en Champagne, où il y avait souvent moins de prisonniers que de soldats d'escorte, qui ne rejoignaient d'ailleurs qu'au bout de deux jours, ou trois, sous prétexte qu'ils avaient dû remettre leurs prisonniers entre les mains du général de division lui-même... Quant à nous, il ne s'agit pas de nous arrêter en si beau chemin : déjà sur notre gauche, se dessinent les silhouettes des grenadiers de Sauvaget, qui ont dû réussir aussi bien que nous. La section se reforme, l'écartement et l'alignement de tirailleurs sont rectifiés comme à la manœuvre. Derrière nous, strictement parallèles, les tirailleurs de la 24^e. Entre les deux lignes, un isolé : je reconnais F... une des deux mauvaises têtes de ma section qui, revenant de la soupe quelques minutes après le départ de l'attaque, n'a pas cru que le repas dût être escamoté pour si peu, et forme à lui seul, avec ses deux marmittes remplies pour toute arme, une vague d'assaut à la fois comique et touchante. Nous contourrons le moulin, parmi un chaos de trous d'obus, de tranchées ébouleées, de piquets tordus, de fils de fer enchevêtrés, avec de temps en temps des abris au toit effondré, aux rondins meurtris et où le jour pénètre comme par une blessure, révélant un feuillage lamentable et malpropre ; les grenades y tombent avec un bruit mat et l'éclatement assourdissant nous arrive quand nous les avons dépassés. J'ai d'abord eu pour guide bénévole un Boche tout jeune, qui m'a offert de me montrer où se cachaient encore « les German », comme il dit, mais l'enclos qu'il nous avait désigné ne contient que des hardes à l'abandon, et de crainte d'une trahison aussi vraisemblable que son apparente pleulerie, je le renvoie vivement rejoindre ses congénères.

Entre le moulin et la lisière du village, car il y a bien quatre cents mètres entre l'un et l'autre, des entonnoirs sans nombre sont le résultat de notre tir de la veille. Là, une batterie de 77 ou plutôt son emplacement, car sur trois des canons les blockhaus cimentés se sont abîmés et les ont aplatis comme de

gigantesques presses à fromages ; je me hâte de faire occuper la batterie, pour « marquer le coup » et qu'il soit bien entendu que c'est la 23^e qui a pris les pièces. Eparpillés dans les trous, des blessés de l'attaque d'hier nous appellent avec des cris de délivrance et de joie ; ils s'étaient sentis abandonnés, sans savoir si ce ne devait pas être pour toujours. Mais plus loin, d'une ligne vaguement esquissée entre des trous d'obus, ce ne sont pas des blessés qui sortent, mais des gens bien valides, et L... le fameux ventriloque, sergent à la 17^e, le lui ai jamais procurée si intense, et m'embrassait presque d'émotion. Il se croyait l... étant presque entouré par les Boches, et n'espérait plus guère la contre-attaque du 5^e bataillon Et cela sera tout le temps comme cela, au fur et à mesure que nous retrouverons, accrochés aux maisons, aux plus du terrain, retranchés derrière de vagues barricades, les amis du 5^e, les mitrailleurs d'Abadie, qui ont passé une nuit terrible d'alertes et d'angoisses.

Maintenant tout le village, qui n'est qu'en bordure de la grand'route, s'offre à nous d'un seul coup d'œil : c'est un Pompéi, où les briques, les ardoises, les tuiles et les fragments de poutres remplacent la lave et les scories. Là, un enchevêtrement de poutrelles métalliques : c'est ce qui reste d'une usine. Le sol jonché de débris est surélevé à hauteur des fenêtres, quand elles existent encore, avec un de leurs volets, retenu par un seul gond et oscillant en équilibre instable. Des toits effondrés se continuent directement dans la rue. Ici, il y a une entrée de cave, mais il n'y a plus de maison par dessus. A la lisière où nous sommes parvenus, nous sommes en plein dans les jardins, et, à côté des choux qui devaient les nourrir, le sentimentalisme des Boches a respecté les fleurs de nos jardins de curé. Malgré le déluge de fer qui s'est abattu là, quelques-uns qui restent debout et que nos « bonhommes », d'un geste de victoire, mettent au canon de leur fusil, sont le symbole heureux et rajeuni de ce triomphe de l'esprit sur la matière, dont l'éloquence chronique des journaux et des discours nous avait un peu saturés. J'en mets une dans ma boîte à gaz, qui est mon portefeuille le plus à portée. Il y a même encore quelques fraises et leur goût, malgré la terre qui les couvre d'écailles, est délicieusement bucolique et frais, par cette journée chaude de combat en plein juillet.

LES GUIDES PRATIQUES DE "L'ŒUVRE" Pour devenir officier

L'Œuvre publie sous ce titre une brochure contenant toute la documentation nécessaire à la préparation efficace et rapide des concours d'admission aux cours d'élevés aspirants. On sait que la réglementation relative à ces cours vient d'être entièrement renouvelée par les dispositions de l'instruction du 11 avril 1918. Il était donc indispensable d'offrir à nos jeunes candidats officiers une documentation, mise absolument à jour, et d'après laquelle ils puissent travailler en toute sécurité. La brochure Pour devenir officier, leur donne, outre le texte intégral de l'instruction du 11 avril et les notes relatives à son application, le programme complet des connaissances exigées et les sujets de compositions donnés aux précédents concours. Pour devenir officier est précédé d'une préface du général Verraux. Prix : 0 fr. 75. En vente aux bureaux de L'Œuvre, chez les dépositaires et dans les gares.

L'ŒUVRE militaire POUR LES RAPATRIÉS

La mesure édictée par le décret du 14 août 1917 qui a pour effet de n'accorder le rappel de la solde, pendant la durée de la captivité, qu'aux prisonniers de guerre rapatriés comme sanitaires ou comme grands blessés soulève de nombreuses protestations de la part des autres prisonniers rapatriés.

Parmi ceux-ci, il en est dont la situation mérite d'être particulièrement examinée. Ce sont les originaires des pays envahis qui, sans ressources au moment de leur arrivée en France, ne peuvent espérer aucune aide de leurs familles complètement ruinées par l'invasion et ne parvenant à faire face aux difficultés de la vie qu'avec le concours de l'assistance de l'Etat.

Nous savons que quelques membres du Parlement ont appelé l'attention du ministre sur cette catégorie de militaires qui est vraiment très digne d'intérêt et nous joignons nos instances aux leurs.

Puisque nous en sommes aux prisonniers de guerre évadés ou rapatriés, rappelons qu'ils ont droit, s'ils sont valides, à une permission de retour de trente jours, et, s'ils ne sont pas valides, à un congé de convalescence d'au moins trente jours. Ceux qui sont immédiatement libérables peuvent bénéficier, avant leur libération, des mêmes permissions ou congés que les militaires non libérables.

Les allocations des prisonniers de guerre évadés ou rapatriés, bénéficiant d'une permission de retour ou d'un congé de convalescence, sont déterminées par les règles suivantes :

1^o La permission de retour ouvre droit aux mêmes allocations que la permission réglementaire de détente, c'est-à-dire à la solde et à l'indemnité représentative de vivres de 2 francs.

2^o Les congés de convalescence ouvrent droit aux allocations prévues pour les permissions et congés de convalescence (accordés en temps de guerre) par le décret du 23 août 1917.

Le droit aux allocations étant variable suivant que l'affection résulte ou non du service, et en raison de la difficulté de déterminer avec précision, dans les cas de l'espèce, l'origine de l'affection, il y a lieu de se conformer à cet égard aux dispositions suivantes :

a) Sont considérés de plein droit comme atteints de blessure ou de maladie en service commandé les prisonniers rapatriés comme grands blessés ou traités comme tels au point de vue du rappel de solde de captivité ; ces derniers sont ceux qui ont pu justifier qu'ils sont tombés aux mains de l'ennemi après avoir été atteints au cours de la lutte par une blessure ou par une affection les rattachant hors de combat ;

b) La même règle est applicable aux militaires n'entrant pas dans la catégorie ci-dessus, à moins qu'il ne résulte expressément des renseignements fournis par l'autorité médicale que la blessure ou la maladie est antérieure ou qu'elle est étrangère à un service commandé.

Les allocations prévues par le décret du 23 août 1917 précité comportent la solde et une indemnité journalière de vivres variable chaque trimestre ; actuellement elle est de 1 fr. 81.

LES TICKETS DE VIANDE DE MARDI

Il est rappelé au public que mardi 11 juin — demain — bouchers et charcutiers ne délivreront à chaque consommateur ses 200 grammes de viande qu'en échange du ticket du 4 juillet de la carte d'alimentation.

LES BILLETS DE FAMILLE SONT RÉTABLIS

En vue de permettre, pendant l'été, le séjour à la campagne des familles nombreuses, le ministre des travaux publics vient d'autoriser les grands réseaux à reprendre la délivrance des billets d'aller et retour de famille, du 15 juin au 30 septembre 1918.

L'ŒUVRE à vos voisins

L'ŒUVRE des Autres

LA NOUVELLE OFFENSIVE

Une nouvelle offensive allemande est commencée. On l'attendait, et elle s'est produite là où on l'attendait. Arrêtés sur la Marne, sur l'Ourcq, sur la rive gauche de l'Oise, les Allemands tentent de déboucher par la rive droite. C'est donc, encore une fois, Paris qu'ils visent.

Leurs réserves

La nouvelle attaque des Allemands a été déclenchée avec des moyens puissants et une volonté évidente de frapper à nouveau un grand coup.

Nous savons qu'ils avaient des réserves. En ont-ils autant qu'ils voudraient qu'on le croie ? En auront-ils longtemps, en menant un tel train ? Le lieutenant d'Entraygues, qui, dans le Temps, donne sur la bataille des articles si pittoresques et si documentés, en doute fort :

C'est qu'en effet, l'usure paraît sérieuse dans l'armée ennemie. A cet égard il y a des indices assez précis : ce sont des unités de cavalerie bavaroise qu'on met définitivement à pied et qu'on envoie au combat d'infanterie sans instruction préparatoire ; ce sont des bataillons de renfort qu'on constitue en riant les dépôts et en faisant répartir les blessés légers ; la première offensive non encore relapés ; ce sont des compagnies tenant sur la ligne de bataille avec un effectif de combat de 140 hommes, mais avec 90 fusils seulement, c'est, depuis quelque temps, l'adoption d'un système autrichien, qui consiste à expédier les renforts directement des dépôts de l'intérieur au feu, sans passer par les dépôts de l'arrière-front.

Et l'offensive de paix ?

Il semble bien qu'elle n'était pas si effrayante qu'on a voulu nous la montrer. Heureusement nous n'en avons pas eu peur, et même nous avons dit bien haut que nous n'avions pas peur. Alors... alors il semble bien que la terrible offensive se soit tout de suite calmée. Peut-être même n'y en avait-il point du tout. M. Varenne, de l'Événement, est tout près de le croire :

Mais, de ce que nous sommes résolus à écouter, à répondre, ce ne s'ensuit pas qu'il y ait la moindre chance, comme certains le semblent croire, qu'une conversation soit engagée. En premier lieu, parce que, ainsi que je le disais hier, le comte Hertling n'y semble pas du tout disposé. L'article, évidemment inspiré, de la Germania, ne laisse subsister aucun doute à cet égard. En second lieu, parce que si le chancelier était, sous la pression des germanistes, amené à céder et à s'expliquer, les conditions allemandes apparaîtraient telles que le débat se trouverait clos avant qu'il fût ouvert.

Mais, puisqu'une défensive énergique nous a si bien réussi, pourquoi ne passerions-nous pas à la contre-attaque ? C'est, je crois, de bonne stratégie. M. Gauvain, des Débats, le croit aussi, et il faut écouter M. Gauvain, qui, depuis trois jours, dit des choses fort sensées sur cette question-là. Or son opinion est bien nette : « Si les chancelleries germaniques opèrent un mou-

vement de recul, c'est à nous d'avancer. » Et comment cela ? Voici :

Ce que nous attendons des gouvernements alliés, c'est qu'ils exposent, en style sobre, sans effets littéraires, la situation politique générale résultant de la guerre. Ce document ne doit être ni un réquisitoire, ni une liste de revendications. Il doit poser franchement les grandes questions de principe de la solution desquelles dépend le règlement des questions particulières.

LA FEMME A L'USINE

Et quand les temps seront révolus, quand on aura réussi à faire renaitre dans cet affreux chaos de fer, de sang et de folie, un peu de calme, d'ordre, de paix, combien de questions nous seront léguées par la guerre, et qu'il faudra bien résoudre ! En voit une, que nous signale Mme Magd. Abril dans une étude fort intéressante et documentée, que publie la Renaissance.

Un peu partout, la femme a pris, à l'usine, la place du travailleur masculin. S'est-elle révélée apte à tous les travaux qui lui ont été confiés ? Les lui confiera-t-on encore après la guerre ?

Il semble que la femme ait quitté les travaux minutieux qui lui étaient primitivement dévolus pour diriger son activité dans une tout autre direction. Nous avons rapproché ce changement de direction des tournants imprévus qu'avait effectués la mode. Cette transformation nouvelle du monde féminin sera-t-elle, en dépit de sa beauté grave, fragile comme une mode ? Les femmes font-elles dans les parages inconnus une simple croisière, ou bien se sont-elles formées en armée conquérante qui ne rendra jamais le terrain conquis ? Poser la question est plus facile que la résoudre. On peut cependant considérer les indices et hasarder quelques déductions.

Et Mme Abril constate :

Les femmes excellent dans les métiers où leur sagacité s'exerce, où elles sont tenues de promener autour d'elles leur regard un peu inquieteur de « maîtresse de maison ». Ce regard a, pendant tant de générations, veillé à l'économie du foyer et à la discipline des enfants — peut-être du mari, — que les femmes font de parfaites surveillantes et de parfaites inspectrices. (Notons en passant qu'elles réussissent très bien comme contremaîtresses, « parce que, constate un industriel, elles sont plus sévères que les hommes ».)

Elle constate aussi que les femmes sont plus bavardes que les hommes, mais qu'il y a plus de bavardage chez deux femmes, et c'est un homme et une femme travaillant ensemble. Pour cette raison, et d'autres encore, l'atelier mixte est très difficile de faire marcher. La constatation lui inspire quelques réflexions mélancoliques :

Il faudrait, pour que la femme pût conquérir l'usine, qu'elle fût capable d'éliminer l'élément masculin, puisque avec lui elle ne s'harmonise pas. Et pour qu'elle fût capable de l'éliminer, il faudrait qu'elle fût capable de le remplacer. Or, c'est ce qui n'apparaît pas.

Attention à vos chiens !

C'est un fait qui ne saurait être contesté, même par ceux qui, comme nous, détestent les mesures plus ou moins saugrenues qui confèrent à un individu qui se dit de la police le droit de vous enlever votre chien au hasard, sous le prétexte qu'il trotte à dix mètres de vous, il y a une recrudescence de la rage. Les malheureux chiens des régions envahies par l'ennemi, errants sur les routes, véhiculent l'épidémie et nous l'apportent à Paris, où il importe de prendre toutes les précautions désirables afin d'en éviter la propagation.

L'Institut Pasteur, qui, en 1913, avait soigné 300 cas de rage, en traite depuis 1915 une moyenne de 1.800 par an. On voit que les progrès du mal sont sérieux.

Il importe donc d'éviter de laisser trop courir les chiens, et, si l'on a le moindre doute sur leur état, de les conduire à la fourrière. Le matin, où on les examine avec soin et, s'ils sont reconnus sains, ils sont immédiatement rendus à leur propriétaire avec un certificat de visite.

Feuilleton de L'ŒUVRE du lundi 10 juin 1918. — N° 20. LES TRANCHÉES DE PÉLISSANNE PAR PAUL SOUCHON. LVII Pour le front (Suite) LV Par là-dessus arriva l'ordre de préparer un premier renfort pour le front. Cette fois, c'était bien la guerre qui venait jusqu'à Pélissanne. Les dépôts pour les usines et pour les compagnies de place étaient de faux dépôts. On en revenait. Celui-ci, c'était autre chose. Il fallut téléphoner aux permissionnaires de rentrer et envoyer l'auxiliaire Rousset, qui avait une motocyclette aux quatre points cardinaux, pour ramener ceux qui travaillaient dans le pays.

homme. Celui-ci se tenait dans un champ, entre les branches d'un olivier qu'il était en train d'émonder. Au bruit de la motocyclette, le travailleur a regardé : — On dirait le petit Rousset. L'autre, qui a ralenti, est déjà sur lui : — Hé ! là-bas ! — C'est moi que tu viens chercher, Rousset ? — Oui, mon vieux. — Attends, je descends. Maintenant, l'homme est là, son sécateur à la main, une inquiétude dans le regard. — C'est pour un départ ? — Justement. — Pas pour le front, au moins ? — Je ne sais pas. — Tu ne sais pas ? Tu ne veux pas me le dire. — Si je le savais, je te le dirais. — Va, va, tu le sais. — Faut pas l'en faire, mon pauvre vieux. — Tu vois bien, que tu le sais. C'est donc mon tour ? — Il paraît. — Si c'est mon tour, ça m'est égal. — Tu te dépêches ? — Le temps de quitter le sécateur chez le patron et de mettre ma veste. — Le chef t'attend au bureau. — Tout de suite ? — Tout de suite. Moi, je file. J'ai d'autres courses. Au revoir. — Rousset, courbé sur sa machir qui pétarade, repart, dans un nuage bleu. L'homme rentre à la bastide, dit adieu

au patron, met sa veste et ses molletières, prend sa musette et se hâte vers le bureau de la compagnie. LVIII Au bureau Au bureau de la compagnie, grand branle-bas. Ce bureau est installé dans une maison de la place Pisavis, dont les hauts platanes balancent leurs branches devant les fenêtres. Il y fait frais, en été, et il y a un puits au bas de l'escalier. Au premier sont le bureau proprement dit et les magasins d'habillement et d'armement. Au second, la literie, et, dans un placard, la réserve de pain. Depuis quelque temps, le bureau succombe sous les paperasses. Le sergent-major Caralp en oublie de fumer son cigare. Le sergent-fourrier Besson ne lève plus de la chaise son large dos. Le caporal-fourrier Desroches a renoncé à toute promenade, et, très affairé, il veille à la fois à l'armement, à l'habillement, à la literie et à la distribution du pain. Trois secrétaires, en outre, pondent étals sur étals. Aujourd'hui, il faut établir les livrets, préparer les plaques d'identité, régler les prêts, recevoir les effets, la literie et les armes de ceux qui s'en vont au front et qui sont là, enfiévrés, mais graves, émissant l'escalier et le premier étage. Chargés de paquets, leur fusil à la main, ils attendent que les premiers soient finis. — Doit-on verser les souliers de repos, chef ? — Et le bourgeron, chef ?

— Le pantalon de treillis aussi, chef ? — Versez tout. Gardez juste ce que vous avez sur vous, avec une musette, pour emporter vos affaires personnelles. On vous équipera de neuf à Aix. Soyez tranquilles. Le garde-mites Liataud, qui est boiteux, va, clopin-clopat, du bureau au magasin. Il emporte, par brassées, les effets, les armes, les équipements. Des soldats l'interpellent : — Hé ! dis donc ! Prends mes affaires ! — L'un après l'autre ! Faites-vous inscrire au fourrier ! Disparaissent derrière les tas de sacs, de courroies, de couvertures, de capotes, de vestes, de pantalons, de gamelles, de chaussures, de cartouchières qu'on lui verse, Desroches inscrit, inscrit, sans arrêt. Il lève parfois les yeux de son registre d'habillement et jette un regard furtif du côté de la fenêtre, vers le coin de ciel bleu qui lui fait signe, là-haut, dans les branches du platane, et qui évoque pour lui toutes les splendeurs de la colline. — Tout à coup, quelqu'un crie : — Fixe ! Tout le monde est debout, nu-tête, immobile. Le capitaine Birault vient d'entrer. Il est satisfait de l'effet produit par sa présence et, d'un ton descendant, prononce : — Repos ! Puis, s'adressant au sergent-major : — Ce sont ceux qui partent ? — Oui, mon capitaine.

— Les braves gens ! Je les verrai, ce soir, à la gare. Donnez-moi les pièces. Et, tandis que les soldats continuent à rendre leurs effets et leurs armes, le capitaine Birault, sa cravache posée en travers de la table, assis à la place du sergent-major, signe les papiers que celui-ci lui tend à mesure. LIX À la gare Les cinquante hommes de renfort sont maintenant prêts à se rendre à la gare. Ils ont mangé, ils ont bu également et un certain flottement se remarque dans leurs rangs. Au premier moment de gravité à succéder une gaieté peut-être factice. Ils s'interpellent, plaisantent, se bousculent, dans la nuit tombante. Les fourriers passent entre les files pour distribuer les plaques d'identité. Et les soldats : — Qui n'a pas sa médaille ? — On nous prend pour des chiens, dit une mauvaise tête. Deux clairons donnent un coup de langue. La colonne se forme. Des Pélissannais sont accourus. Les sonneries montent jusqu'au soleil couchant. Les soldats marchent au pas, entourés de camarades et d'enfants. Quand un clairon est fatigué, l'autre reprend. C'est un départ triomphal, dans le bruit, jeté comme un voile sur l'angoisse des cœurs. On arrive à la gare en même temps que la nuit. (A suivre.)



UN DISCOURS DU PRÉSIDENT WILSON

L'Amérique, champion du monde

Washington, 9 juin. — Un groupe d'éditeurs et de journalistes mexicains distingués qui voyagent actuellement aux Etats-Unis, sous les auspices du gouvernement américain, a été reçu ce matin à la Maison-Blanche par le président Wilson.

L'influence des Etats-Unis dans les affaires mondiales

Dans une allocution qu'il leur a adressée, celui-ci a fait ressortir l'attitude amicale qu'il a toujours observée dans les relations avec le Mexique. Il a ajouté :

L'influence des Etats-Unis est quelque peu prépondérante dans les affaires mondiales, et je crois qu'elle est prépondérante parce qu'il y a dans le monde des nations moins puissantes que certaines des plus grandes nations, qui commencent à comprendre que notre plus sincère désir est de rendre des services désintéressés. Nous sommes les champions de ces nations qui n'ont pas eu un entraînement militaire leur permettant de se mesurer avec les plus fortes nations du monde, et c'est avec fierté que je vois venir le moment qui viendra, je l'espère, où nous pourrons prouver non seulement que nous ne cherchons rien pour nous dans cette guerre, mais même que nous n'en acceptons aucun avantage.

Notre action est absolument désintéressée, et si vous voulez bien étudier l'attitude de notre peuple, vous verrez que rien ne le stimule plus profondément que l'assurance que nous menons cette guerre, en ce qui nous concerne, pour des objectifs purement idéaux.

Une des difficultés auxquelles je me suis heurté pendant les trois premières années de cette guerre, années pendant lesquelles les Etats-Unis n'étaient pas en guerre, fut de faire comprendre aux Affaires étrangères des nations européennes que les Etats-Unis ne recherchaient rien pour eux-mêmes, et que leur neutralité n'était pas de l'égoïsme et que s'ils devaient entrer en guerre, ils ne le feraient pas dans le but d'en retirer des avantages matériels ou territoriaux ou autres.

Dans quelques-uns des ministères des affaires étrangères, il y avait des hommes qui me connaissaient personnellement et ils savaient, je l'espère, que j'étais sincère lorsque je les assurais que nos buts étaient désintéressés ; mais ils pensaient que ces assurances venaient d'un gentleman académique, professeur d'Université, éloigné des sources ordinaires d'information et exprimant les buts idéalistes d'une communauté religieuse. Ils ne croyaient pas que j'exprimais le cœur véritable du peuple américain, et moi, je suis toujours que je le faisais. Maintenant, je crois que tous ceux qui viennent en contact avec le peuple américain savent que j'exprimais bien ses buts.

L'accord pan-américain

Le président fait ensuite allusion à la situation de la Russie et dit que l'intention de l'Amérique est de soutenir la Russie aussi fermement qu'elle soutiendra la France.

LA QUESTION DE LA PAIX

A PINON, GUILLAUME II déplore l'insolence de la France

Nous avons signalé, à plusieurs reprises, les récits que le docteur Karl Rosner consacra aux visites faites sur le front français par le kaiser.

Une dernière dépêche de Rosner, datée du 1^{er} juin, relate le discours prononcé le jour même à Pinon par l'empereur d'Allemagne. Nous avons déjà indiqué la substance de cette allocution impériale. Voici, aujourd'hui, comment l'historiographe attitré de Guillaume II raconte l'incident :

Aujourd'hui, 1^{er} juin, l'empereur a passé une journée riche en fortes impressions sur le terrain nouvellement conquis entre le Chemin-des-Dames et la Vesle. En compagnie du maréchal Hindenburg, qui supporte les fatigues et les efforts les plus extraordinaires dans cette période lourde en responsabilités avec une parfaite verdeur et bonne santé, il s'est rendu dès l'aube auprès de l'état-major du général von Boehm pour y entendre l'exposé de la situation de la bouche même du chef de l'armée qui combat sur la Marne. De là, l'empereur s'est rendu à Pinon, où en 1914 il avait déjà habité quelque temps. Le beau château n'est plus qu'un tas de ruines et le parc qu'un champ de terre bouleversé et de troncs d'arbres pourlendus. Dans le village de Pinon qui, comme Antzy, Allemagne et les autres localités avoisinantes, est complètement détruit, l'empereur parla en ces termes :

Lorsque je vois les horreurs que cause cette guerre qui a détruit le foyer à des milliers d'hommes et a transformé en déserts atroces des contrées florissantes de la France, je songe toujours à ce que la France aurait pu s'épargner de souffrances et de misères si elle n'avait pas repoussé d'une manière aussi insolente mon offre de paix du 12 décembre 1916.

Au cours de la même journée l'empereur se rendit dans la région de Laffaux et de Condé pour rendre visite à des commandants de corps d'armée dont les troupes combattent sur l'aile droite du front d'attaque allemand ; puis du haut d'une colline il observa les combats qui se déroulaient à l'ouest de Soissons. De ce poste d'observation il se rendit à Fère-en-Tardenois pour y étudier le terrain qui vient d'être conquis jusqu'à l'Ourcq ». Le soir il vint au grand quartier général en passant par Fismes.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

Le gérant : René PRESSLEUR.

Société Anonyme des Imprimeries WELLOFF et ROGEE, 15-19, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

LE DESTIN DE LA RUSSIE

L'ÉTAT DE SIÈGE EST PROCLAMÉ à Moscou à la suite d'un complot

Stockholm, 9 juin. — Les journaux allemands annoncent que l'état de siège aurait été proclamé à Moscou et sur une étendue de 20 kilomètres autour de la ville, à la suite d'une tentative contre-révolutionnaire. Le gouvernement bolcheviste prétend avoir trouvé des preuves convaincantes du complot.

Moscou, 2 juin (retardée en transmission). — A la séance du Comité exécutif central, on a communiqué les détails sur le complot antibolcheviste qui a déterminé la proclamation de l'état de siège à Moscou. Le gouvernement, en effet, a découvert une organisation contre-révolutionnaire d'anciens officiers, dirigée par les socialistes révolutionnaires de droite et les cadets, dont le programme était la régénération de l'armée nationale, la reprise de la guerre contre l'Allemagne et la convocation d'une Constituante. Il a été procédé à 120 arrestations.

La France interdit toute action finlandaise contre la côte mourmane

Stockholm, 8 juin. — Le consul de France à Helsingfors, M. Baynaud, vient d'informer le gouvernement finlandais que toute attaque de la part des forces finlandaises dirigée contre la voie ferrée de la côte mourmane sera considérée par la France comme une violation de la neutralité.

La démobilisation de l'armée finlandaise

Stockholm, 9 juin. — D'après les dernières nouvelles parvenues d'Helsingfors, l'armée finlandaise va être démobilisée à cause de la pénurie extrême du Trésor et aussi parce qu'il est nécessaire de réorganiser le travail agricole pour éviter une famine totale.

Il semble aussi que le gouvernement cherche à donner le change à l'opinion étrangère au sujet des visées allemandes sur la côte mourmane. La presse continue cependant à envisager ces projets pour l'hiver prochain. Il n'est pas douteux que l'Allemagne cherche à prendre pied à Petchkuga. L'armée finlandaise restera pour le moment réduite à trois divisions, comprenant chacune 10.000 hommes. Un colonel allemand est adjoint au chef d'état-major.

Maximalistes et Tchéco-Slovaques

Les bolcheviks avaient consenti au transport des Tchéco-Slovaques vers Vladivostok. Ils avaient admis que les Tchéco-Slovaques resteraient armés. Puis ils ont changé d'avis, et ils ont affecté de considérer les Tchéco-Slovaques comme des alliés de la contre-révolution. Cette appréciation se trouve dans une proclamation de Trotzky, annonçant la concentration de forces bolchevistes contre les Tchéco-Slovaques et ordonnant de fusiller sur place ceux d'entre eux qui ne remettraient pas volontairement leurs armes.

L'attitude hostile des bolcheviks a provoqué des conflits entre eux et les Tchéco-Slovaques. On s'est battu en plusieurs points. Cependant un représentant de la France a pu s'interposer et amener une trêve. Parmi les bolcheviks, tout le monde ne paraît pas partisan d'une lutte. Tchitcherine désapprouverait les redomolades de Trotzky.

Le choléra

Moscou, 9 juin. — On signale des cas de choléra sur presque tout le cours du Volga, depuis Astrakan jusqu'à Kazan. [Des renseignements de source privée indiquent que l'épidémie cholérique prend chaque jour une extension inquiétante, non seulement dans la région du Volga, mais dans une grande partie de la Russie d'Europe.]

L'ACCORD SINO-JAPONAIS

Londres, 9 juin. — Le Times reçoit de Pékin la dépêche suivante :

La publication du texte des notes engagées entre la Chine et le Japon au sujet d'une intervention en Sibérie ne semble pas satisfaire le gouvernement chinois. En ce qui concerne l'accord récemment conclu entre les délégués militaires, la Chine désire obtenir l'assurance que l'accord n'aura d'effet que si la coopération militaire sino-japonaise a lieu et si sera considéré comme nul le jour où cette coopération cessera.

LA NOUVELLE OFFENSIVE

Le combat se présente dans de bonnes conditions

(D'un correspondant de guerre accrédité aux armées.)

Front français, 9 juin. — Ainsi que tout le faisait prévoir, les Allemands, entraînés par l'obligation dans laquelle ils se trouvent de poursuivre leur offensive, ont attaqué ce matin après une courte et violente préparation d'artillerie à obus ordinaires et toxiques, sur un front d'une quarantaine de kilomètres, entre Mondidier et Noyon, en direction sud-ouest.

Cette offensive présente exactement les mêmes caractères que celles du 21 mars et du 27 mai, et a été lancée avec des forces équivalentes estimées à probablement une division par deux kilomètres. Nos premières lignes, formées par un simple rideau de troupes, étaient appelées à jouer le rôle de zone de couverture. Leur résistance limitée a obligé l'ennemi à se déployer sur des positions connues et repérées, ce qui a rendu nos tirs d'artillerie extrêmement efficaces, causant, dès le début, des pertes énormes à l'adversaire. Nos lignes arrières, malgré la fureur de l'attaque, ont très bien tenu. Sur le centre seulement, l'ennemi a pu réaliser quelques légers gains, précisés par le communiqué. Partout ailleurs, il a été maintenu et fortement enfoncé par la violence et la précision de nos tirs de barrage et nos feux de mitrailleurs.

Dès cette première journée, on a l'impression que le combat se présente dans de fort bonnes conditions pour nous et qui font bien augurer du développement de la bataille lorsque le gros de nos réserves interviendront.

Il est à remarquer que, contrairement à ce qui s'est produit au cours des deux précédents offensives qui, les premiers jours, ont pu se poursuivre sans que l'ennemi éprouvât des pertes sérieuses, les Allemands aujourd'hui ont été littéralement fauchés par nos feux. Ce facteur seul, démorant les troupes assaillantes et épuisant immédiatement les effectifs, ne permettra certainement pas à l'ennemi de réaliser une avance importante.

Le combat a revêtu un caractère d'extrême violence et l'acharnement de l'ennemi n'a été égalé que par l'héroïsme de la résistance.

SUR LES AUTRES FRONTS

FRONT ITALIEN

Rome, 9 juin. — Commandement suprême. — Lutte d'artillerie assez intense de l'Asio à la Piave et modérée sur le reste du front. Au sud de l'Asio, un détachement britannique, dans un coup de main heureux, a infligé des pertes considérables à l'adversaire et a capturé onze prisonniers. A l'est de la Brenta, un de nos détachements a effectué un raid sur le Mont Pericchio, réussissant à endommager fortement les défenses de la garnison et à ramener quelques prisonniers et une mitrailleuse.

Dans la Vallarsa et dans la vallée de l'Asio, des tentatives d'attaque de l'infanterie ennemie ont été enrayées par nos feux.

Nos avions et nos dirigeables ont bombardé des gares et chemins de fer, des champs d'aviation, des baraquements ennemis et mitraillé des troupes en mouvement. On a observé l'explosion d'un important dépôt de munitions dans la gare de Mattarello.

Au cours de combats aériens qui ont eu lieu pendant la journée, cinq avions ennemis ont été abattus.

FRONT BELGE

Communiqué du 9 juin. — Au cours des deux dernières journées, l'activité de l'artillerie a été particulièrement vive dans les régions de Nieuport et de Dixmude.

La nuit dernière, l'ennemi a tenté d'aborder nos lignes vers Saint-Georges, mais il a été pris dans nos tirs de barrage et n'a pu approcher de nos tranchées.

Le sous-lieutenant Coppens a abattu son sixième ballon, portant à sept le nombre de ses victoires en un mois.

G Plaies, Brûlures GOMENOL

ONGUENT-GOMENOL ou (Le tube 4 francs OLEO-GOMENOL 33%.) (Impôt compris) Dans toutes les bonnes pharmacies. — Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

VENTES SUR SOUMISSIONS CACHETÉES

Chaque voiture, Motocyclette ou pièce détachée formant un lot distinct de :

100 AUTOMOBILES MILITAIRES RÉFORMÉES

30 MOTOCYCLETTES 5 moteurs - 5 changements de vitesse 25 leviers de changements de vitesse - 25 pédalier

2° 50 VÉHICULES AUTOMOBILES RÉFORMÉS 50 Motocyclettes, 25 Side-cars

EXPOSITIONS 1° VENTE au Champ de Mars, (emplacement de l'ancienne Galerie des Machines), du 11 au 14 juin.

2° VENTE au Champ de courses de Vincennes (Seine), du 3 au 16 juin 1918, périodes pendant lesquelles les soumissions seront reçues.

sera prononcée pour la 1^{re} vente, au Champ de Mars, le 15 juin, pour la 2^e vente, à Vincennes (Champ de courses), le 17 juin.

L'ADJUDICATION Amateurs, consultez les Affiches.

OFFRES D'EMPLOIS

On demande : 1° Bons tourneurs ; 2° Bons fraiseurs. S'adresser Etablissements Secqueville et Hoyau, 10, rue de l'Alma à Asnières.

Les Spectacles

THEATRES

Cette semaine :

COMEDIE-FRANÇAISE. — Mardi, 7 h. 45 (abonnement), Le Passant et L'Aventurier. Mercredi, 7 h. 40, La Marche Nuptiale. Jeudi, 1 h. 30, Le Misanthrope et Les Fausses Confidences ; 8 h. 15, Pénélope. Vendredi, 8 h. 30, Le Marquis de Priola. Samedi, 8 h. 30, Mademoiselle de la Seiglière. Dimanche, 1 h. 30, M. Scapin et Notre Jeunesse ; 7 h. 45, Le Demi-Monde.

OPERA-COMIQUE. — Jeudi, 1 h. 30 Les Contes d'Hoffmann ; 7 h. 30 (série A), Carmen. Samedi, 7 h. 30, Madame Butterfly. Dimanche, en matinée, Lakmé et Paillasse ; le soir, Werther.

THEATRE ANTOINE. — Jeudi, répétition générale de Botu chez les cités, trois actes de MM. Rip et Armand.

Ce soir :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 7 h. 45. — Turcaret ; Le Joueur d'Illusion.

OPERA-COMIQUE. — Relâche.

VAUDEVILLE. — 8 h. 15. — Le Petit Sac.

RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Le Coup de Foudre.

MICHEL. — 8 h. 40. — A votre santé !

L'AMBI. — 8 h. 50. — 1918, la Revue.

SCALA. — 8 h. 30. — Amour et Cie.

INFERNA. — 8 h. 30. — C'est... ailerie ! Le Chopin.

GRAND-GUIGNOL. (Cent. 28-34). Tous les soirs, 8 h. 30 : L'Expérience du D^r Lorde ; vendredi prochain, changement de spectacle.

MUSIC-HALLS ET CONCERTS

FOLIES-BERGERE (Gut. 02-59). Quand Même ! revue. Sam., dim., matinée.

OLYMPIA (Central 44-68). T. L. J. Spectacle de music-hall. Attract. Sketch.

CONCERTMAYOL (Tel. Gut. 68-07). — La Belle de New-York, opéra, gd spect.

CINEMAS

GRAND-PALACE. Relâche, ainsi que mardi et mercredi.

OMNIA-PATHE. Le masque d'amour ; Ripedin aimé de sa daigilo ; Pathe-Jai.

TIVOLI-CINEMA. La Fuite des Mères ; Billy l'indomptable ; Tivoli-Journal.

L'ALLEMAGNE ET SES VASSAUX

LA BULGARIE ET LA TURQUIE adhèrent à l'unité militaire austro-allemande

Amsterdam, 9 juin. — La Deutsche Tageszeitung dit que l'entrée de la Bulgarie dans l'alliance austro-allemande est un fait accompli. La Turquie et la Bulgarie feront également partie de l'unité militaire austro-allemande.

D'après la déclaration d'un général autrichien, la nouvelle convention militaire est renfermée en six articles dont le troisième prévoit l'organisation commune de toutes les armées et donne le droit au Conseil suprême allié de transférer des troupes d'une armée dans l'autre.

LA CRISE AUSTRO-HONGROISE

M. DE SEIDLER HÉSITE toujours à réunir le Parlement

Berne, 9 juin. — Le 7 juin, M. de Seidler a eu une conférence avec les chefs de partis de la Chambre des Seigneurs et notamment avec le prince Lobkowitz et le baron Plener. M. de Seidler a répété qu'il désirait réunir le plus tôt possible la Chambre des députés, mais qu'il ne saurait le faire sans avoir la certitude que le Parlement sera capable d'un travail utile et en particulier qu'il sera disposé à voter le budget et les projets fiscaux.

Le 8 juin, le président du Conseil a dû recevoir les chefs de toutes les fractions de la Chambre des députés.

Le comte Burian a, de son côté, invité les membres socialistes de la commission des affaires étrangères de la délégation autrichienne à venir s'entretenir avec lui de la situation internationale.

L'Alsace-Lorraine et le Reichstag

On mande de Berlin, via Bâle, que, au cours de la discussion du projet de loi relatif aux arrestations préventives et aux réparations éventuelles, le député socialiste Wendel a prononcé vendredi, au Reichstag, un violent réquisitoire contre la conduite des autorités allemandes en Alsace-Lorraine et contre le régime de terreur qu'elles y font régner.

— Avant la guerre, a déclaré M. Wendel, les quatre cinquièmes de la population se seraient prononcés pour l'Allemagne. S'il y avait un plébiscite aujourd'hui, la grande majorité se prononcerait pour la France.

M. Hahn, représentant alsacien, a reconnu avec M. Wendel que, s'il y avait un plébiscite aujourd'hui, il résulterait certainement le profond mécontentement de la population.

Le projet de loi a été finalement renvoyé à une commission.

M. Clemenceau félicite M. Venizelos

Athènes, 9 juin. — M. Clemenceau, président du Conseil, a adressé à M. Venizelos le télégramme suivant à l'occasion de la victoire remportée le 30 mai dernier en Macédoine par les troupes helléniques contre les troupes bulgares :

A son Excellence M. Venizelos, président du Conseil, Athènes.

Je suis heureux de vous féliciter du beau succès que les troupes grecques du front de Macédoine viennent de remporter sur les troupes ennemies.

Nos soldats, qui luttent héroïquement contre l'ennahisseur du sol français, savent leurs vaillants camarades de l'armée hellénique, qui ajoutent une page glorieuse à l'histoire de leur pays.

LA VIE SOCIALE

La commémoration de la semaine anglaise

Il y a déjà un an que les Parisiens assistent, sympathiques, au défilé sur les boulevards des joyeux cortèges des « couettes » en grève pour obtenir de leurs employeurs le repos du samedi après-midi.

Pour fêter le premier anniversaire de l'application de la semaine anglaise à l'industrie du vêtement, le syndicat de l'habillement avait réuni ses membres, hier après-midi, à la Bourse du Travail. La grande salle du local municipal était pleine d'ouvrières qui avaient revêtu de claires toilettes. Ne pouvant brûler par ses atours, l'élément masculin se rattrapa sur l'éloquence. Tour à tour, un certain nombre d'orateurs occupèrent la tribune. Les citoyens Lefèvre, Suvigny, Martin, etc., se firent applaudir en démontrant les avantages que les travailleurs des deux sexes peuvent obtenir sur le terrain économique lorsqu'ils sont organisés.

Dans les fleurs et plumes

Un mécontentement assez accentué règne chez les ouvriers et les ouvrières en fleurs et plumes. Ceux-ci avaient formulé, voici quelque temps, par le canal de leur organisation syndicale, des revendications se rapportant à l'indemnité de vie chère et à l'application de la semaine anglaise.

La Chambre patronale a répondu au syndicat ouvrier. Toutefois, elle déclare ne pouvoir accepter qu'une faible partie des revendications formulées. De plus, les employeurs entendent que, dans la convention qui interviendrait, les travailleurs de la profession renonceraient à toute liberté d'action pendant un temps assez long. Les ouvriers et les ouvrières se refusent à accepter de pareilles conditions et se déclarent décidés à obtenir ce qu'ils disent être en droit de réclamer en vertu de décisions officielles.